

la vendetta du gouvernement contre la Société Radio-Canada.

Comme nous le savons, M. Crispo s'est fait connaître par la haine éhontée qu'il entretient à l'égard de la SRC. Il la considère comme un repaire de gauchistes, d'opposants du gouvernement, et comme une puissance dangereuse, sinon diabolique. Ce sont là ses propres paroles.

Pourquoi le premier ministre tient-il à attaquer davantage le système public de radiodiffusion du Canada et pourquoi a-t-il recours à M. Crispo et à son implacabilité pour mettre en oeuvre sa politique de la terre brûlée contre la SRC?

M. Loiselle: Vous auriez pu ajouter quelques clichés.

M. Epp: Ça va, il a en vue une question supplémentaire.

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Monsieur le Président, le conseil d'administration de la Société Radio-Canada compte 15 membres et je ne sais rien de leur affiliation politique. En fait, la seule personne que je connaisse personnellement est la femme d'un sénateur, qui tient fermement, j'en suis sûr, au maintien de la SRC.

• (1450)

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): M. Crispo a été l'un des plus ardents défenseurs du libre-échange au cours de la campagne électorale de 1988.

À la lumière des propos de M^{me} Carla Hills, représentant les États-Unis aux négociations commerciales, qui a dit qu'on discuterait notamment des industries culturelles du Canada au cours de ces négociations avec le Mexique, je demande au premier ministre, par l'intermédiaire du vice-premier ministre, pourquoi il a l'intention de se servir de M. Crispo pour démanteler le système public de radiodiffusion du Canada dans le cadre d'un accord trilatéral de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique. Pense-t-il qu'il n'a pas encore fait assez de tort au système?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Chaque fois que Carla Hills prend la parole, le NPD tremble, mais pas nous. Les États-Unis peuvent vouloir discuter de la question des industries culturelles; nous sommes prêts à discuter de tout, avec tous. Mais nous ne proposons aucun changement à l'Accord de

Questions orales

libre-échange canado-américain, qui protège nos industries culturelles. Nous continuerons d'assurer leur protection.

Les Mexicains ne menacent en rien nos industries culturelles. Le député ne devrait pas paniquer chaque fois que M^{me} Hills fait une déclaration.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Ma question s'adresse aussi au ministre du Commerce extérieur.

J'aimerais lui dire que lorsque John Crosbie parle, les Canadiens rient, quoiqu'il n'y ait pas de quoi rire.

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, notre secteur manufacturier a perdu 220 000 emplois et l'arrivée de la TPS a provoqué la perte de 71 000 emplois dans le secteur des services.

Puisqu'il a reconnu durant la période des questions que les Américains violent l'esprit de l'Accord de libre-échange, pourquoi négocie-t-il bon gré mal gré un nouvel accord de libre-échange avec un autre pays sans y joindre de conditions?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Nous n'avons encore conclu d'entente avec aucun autre pays. Nous ne sommes liés que par l'Accord de libre-échange avec les États-Unis.

Cet accord nous assure certains avantages très appréciables. Nous savons que les États-Unis se préoccupent de leur situation économique dans le monde et que le courant protectionniste y est très fort; nous savons aussi que le président américain essaie d'obtenir du Congrès la renonciation du pouvoir d'amendement des traités commerciaux négociés par l'exécutif, ce qu'on appelle le «fast track», et cela a une certaine influence sur ce que disent les fonctionnaires américains.

Nous devons cependant vivre avec les États-Unis. Ce pays est notre voisin immédiat, et cela depuis 125 ans. La députée n'a donc rien à craindre; nous la protégerons, ainsi que tous ceux qui pensent comme elle, contre les périls qu'il y a à vivre à côté d'un géant. Avec l'accord que nous avons conclu, nous avons une base solide pour défendre nos intérêts aux États-Unis lorsqu'ils seront menacés.

Mme Sheila Copps (Hamilton—Ouest): Je n'ai pas besoin de votre protection. Les gens qui en ont besoin. . .